

## La Commune : un mythe controversé

Emmanuel LE ROY LADURIE  
**FIGARO LITTÉRAIRE – DOSSIER**  
12/03/1999

*Une biographie de Jules Vallès, un roman qui plonge au coeur des barricades de 1871 : la dernière révolte parisienne continue d'attiser les imaginations. Révolution ou poussée de fièvre ? A chacun son interprétation.*

Chaque génération a le Paris qu'elle mérite. La Commune de 1871 n'échappe point à cette règle, elle survient, à rythme séculaire, après quelques autres événements du même ordre, et de première grandeur, quoique de contenu quelque peu différent. En 1358, ce fut l'aventure d'Etienne Marcel, soulevant la bourgeoisie et les masses parisiennes contre le dauphin, futur Charles V. Marcel avait affaire à forte partie. Puis, au XVI<sup>e</sup> siècle, la lutte idéologique franco-française qui va se prolonger jusqu'à nos jours est inaugurée par l'irruption du protestantisme : à Paris, en 1588, les classes moyennes et « inférieures » s'organisent en sections et en comités de la Ligue. Elles inventent la barricade, elles choisissent le camp de l'autonomie urbaine, mais aussi celui de la « droite » hypercatholique, ultra-motivée.

Henri IV va en venir à bout. La chose repart de l'avant avec la Fronde (1648-1652). Cette fois, les groupes parisiens, peuple et bourgeoisie, descendus dans la rue, comme au temps des ligueurs, cessent de se « positionner » à droite, ce qui ne veut pas dire qu'ils siègent au centre. Dans ces deux cas, Ligue et Fronde, toute la France manque basculer. Avec la Révolution française, de 1789 jusqu'à 1799, le moteur parisien tourne carrément à gauche, et quelquefois même il tourne carré. Là aussi la France suit, bon gré mal gré. Même remarque pour les mini-révolutions parisiennes elles aussi de 1830, de 1848, et celle du 4 septembre 1870 (fondation de la III<sup>e</sup> République).

L'année communarde de 1871 aura donc de qui tenir. Une fois de plus, la *Culs* (en anglais, Coalition for the Use of Learned Skills, autrement dit, en français, coalition urbaine pour l'utilisation des techniques révolutionnaires apprises depuis longtemps et rodées depuis des centaines d'années) parisienne croit que le moment est venu ; elle s'imagine que la population française va suivre la capitale comme un seul homme. Grave erreur ! D'une part, l'occupation prussienne, dans une bonne partie de notre territoire, ne laisse point les coudées franches à une entreprise révolutionnaire. D'autre part, et surtout, les communards se sont donné, sans même se douter du péril, un ennemi redoutable : « bons » (?) démocrates, ils sont bien sûr partisans du suffrage universel. Or celui-ci, en réalité, est profondément conservateur.

Il avait plébiscité à maintes reprises Louis-Napoléon Bonaparte, devenu ensuite Napoléon III, un empereur qui n'était pas précisément gauchiste. Et puis, au lendemain de la guerre franco-prussienne, par nous perdue, le suffrage universel, encore lui, envoie à l'Assemblée nationale une majorité royaliste ou du moins royalisante. Elle ne porte pas dans son coeur les agitations parisiennes. Il est trop facile aujourd'hui, comme le font tant d'historiens, d'opposer le sens aigu de l'avenir dont firent preuve les Communards au réactionnarisme bouseux des députés des provinces en 1871. Le suffrage universel ne serait-il donc légitime qu'à la seule condition qu'il vote à gauche ? (C'est une situation que nous avons connue derechef, sur un mode infiniment moins tragique, certes, il y a quelques années, quand le gouvernement Juppé, pourtant régulièrement élu par la nation, a été réduit à l'impuissance, en toute « légitimité démocratique », par des syndicalistes armés de fumigènes et forts de la paralysie des transports publics, tant parisiens que provinciaux).

Qu'est-ce donc que la Commune de 1871 ? Une annonce des révolutions bolcheviques de 1917 à Pétersbourg ? ou de 1919 en Allemagne ? En fait, une telle « annonciation » ne tient guère la route. La Commune de 1871, à mon sens, est plutôt une resucée des panacées de 1792-93, de Robespierre, des jacobins et tutti quanti ; la guillotine en moins, quand même, différence qui n'est pas négligeable. Phraséologie révolutionnaire, prise de conscience citadine ; poussée de fièvre des faubourgs ou ci-devant faubourgs artisanaux, populaires et manufacturiers de la rive droite ; idées démocratiques, saupoudrées d'un peu de socialisme, mais plutôt à la sauce mollassonne, vaguement libertaire et petite-bourgeoise. L'idéal de l'atelier bien davantage que de l'usine. Pas grand-chose de léniniste dans tout ça, et pour cause.

Jacques Rougerie, grand historien de l'année sanglante (1871), parlerait plutôt, à propos des idéaux communards, d'une espèce de populisme préconisant la coopération ouvrière, la lutte contre le chômage, la démocratie, l'éducation du peuple... et, pour finir, l'anticléricalisme forcené, à propos duquel un archevêque au moins périt, exécuté par les insurrectionnels. A la décharge des communards, reconnaissons qu'ils furent infiniment moins massacreurs, en dépit de ce cas épiscopal, que ce n'avait été le cas en 1793, date large. Le temps leur a-t-il manqué ? Ils ont certes fusillé quelques dizaines d'otages en vertu d'une « loi » promulguée par leurs soins, et qui n'avait rien de glorieux. Ils ont surtout brûlé un assez grand nombre de monuments parisiens, aussi prestigieux les uns que les autres, à commencer par les Tuileries et l'Hôtel de Ville, lequel s'identifiait pourtant, dans le principe, aux volontés d'autonomisme de la capitale.

Michelet, en apprenant ce dernier incendie, fut quasiment foudroyé par l'apoplexie, quoique homme de gauche. Quant à la répression « versaillaise » au terme de la déroute finale des insurgés, elle fut assez terrifiante, fusillades et le reste : non pas trente mille morts, comme on l'a dit quelquefois, mais vraisemblablement dix mille cadavres, chiffre déjà tout à fait considérable. A cela une explication, qui n'est certainement pas justificative : comme au temps des journées de juin 1848, la bourgeoisie française, mais aussi la paysannerie, pour ce qu'elle en savait, ne voulaient à aucun prix d'un retour à la terreur de gauche des années jacobines, celles de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. En conséquence de quoi, l'Assemblée nationale des députés, d'origine royaliste et rurale, réunie à Versailles, se montra décidée à « mettre le paquet » contre les nouveaux révolutionnaires, avec ou sans la complicité d'Adolphe Thiers.

De cette défaite historique de la Commune allait sortir, non pas une espèce de régime militaire du genre Pinochet, mais cette auguste république modérée dans laquelle nous fleurissons toujours. Quant au XX<sup>e</sup> siècle, précisément, l'esprit communard, symbolisant telle ou telle révolte parisienne, sanglante jadis, essentiellement symbolique et médiatique en notre temps, n'est pas tout à fait défunt. Sans parler d'épisodes plus récents encore, cet esprit communard avait déjà retrouvé une nouvelle jeunesse en 1968, non plus comme le couronnement d'une série de soulèvements parisiens de 1358 à 1871, mais comme l'annonce des temps nouveaux, tels que nous les vivons depuis trente années ; ces trois décennies (1969-1999) au cours desquelles les anciens soixante-huitards ont vu leurs idées accéder partiellement au pouvoir, pendant lesquelles aussi ils ont pu enfin faire connaissance avec les palais gouvernementaux dorés sur tranche, avec les grosses voitures de fonction et les équipes protectrices de « CRS-SS » que leur octroie dorénavant sans barguigner, dans le Cotentin et ailleurs, la République française.



Sur le pavé de la place Vendôme, la statue de Napoléon 1er abattue par les fédérés.

(Photo L'Illustration/Sygma.)

---